

<http://pierre-alainmillet.fr/Il-faut-entendre-les-inquietudes>



Conseil de la métropole des 26 et 27 septembre 2022

Il faut entendre les inquiétudes populaires

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 26 septembre 2022

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Permettez-nous de faire écho aux inquiétudes populaires dans une situation de crise énergétique et géopolitique liées et souvent mélangées dans la confusion médiatique. Nous devons prendre en compte ces inquiétudes dans notre action publique et cela doit conduire, à mi chemin ou presque de notre mandat à réévaluer nos priorités.

Car la violence des discours gouvernementaux sur les sacrifices nécessaires, le besoin de prévoir les coupures, l'urgence des réformes accompagnant les politiques économiques restrictives des banques centrales, fait écho à la violence des discours militaires qui nous annoncent une guerre qui s'étend au rythme des envois d'armes de plus en plus puissantes et du cycle infernal des mobilisations. Vous connaissez le principe de la guerre totale bien expliqué par Clausewitz montrant la logique qui pousse les belligérants la recherche de l'anéantissement de l'ennemi.

Nous disons clairement ici, et nous espérons que nous ne sommes pas les seuls que la guerre totale ne serait pas limitée à l'Ukraine, mais qu'elle serait nécessairement aussi en Russie, et donc très vite en Europe, ce serait une guerre mondiale. Et ceux qui s'y refusent doivent dire clairement que pour sortir de cet engrenage terrible, il faut des négociations sur les conditions de sécurité des deux parties. Le plus tôt sera le mieux.

Pour ce qui nous concerne comme français, cela veut dire que non seulement nous ne sommes pas en guerre contre la Russie mais que nous n'avons pas d'ambition géopolitique contre la Russie et donc que nous n'accompagnons pas l'OTAN dans la stratégie bien décrite par Brezinski de démantèlement de la fédération russe. C'est une condition de la paix, et d'abord pour l'Ukraine. C'est une condition pour que les ukrainiens, ceux qui meurent sous des bombes russes, comme ceux qui meurent sous des bombes occidentales, trouvent entre eux les formes de vie qui leur permettent de sortir de cette guerre que certains veulent présenter comme une guerre de civilisation.

Comme toujours, ce sont les peuples qui paient les guerres, y compris le notre à qui on veut faire croire qu'il faut accepter les sacrifices pour la liberté de l'Ukraine. Le cynisme des dirigeants occidentaux qui jettent de l'huile sur le feu de la guerre tout en préservant les intérêts de leurs grandes entreprises est monstrueux. Car les USA ont pris soin de mettre les engrais hors sanctions pour préserver leur agriculture, tout en organisant la préemption d'un tiers des terres agricoles ukrainiennes. Ce scandale du "business as usual" qui continue dans la guerre est le même que celui des marchands de canons fournissant tous les belligérants de la première guerre mondiale.

Non, notre système électrique n'est pas fragilisé par la guerre en Ukraine, mais par 20 ans de privatisation qui font que la maintenance des centrales EDF est aujourd'hui totalement externalisée. L'urgence devrait être d'accompagner EDF pour accélérer le plan de remise en service des centrales et pas d'organiser les coupures électriques.

Non, l'inflation n'est pas le résultat de la guerre en Ukraine mais la traduction de la folie monétaire des USA qui font tourner depuis des années la planche à billet non pas pour des investissements utiles et productifs mais pour garantir les bénéfices des spéculateurs et des super-riches, de cette minorité des premiers de cordées dont se réclamait le président Macron.

Oui, c'est bien la domination des marchés poussant à l'illusion du gain à court-terme contre le contrat de long terme qui fragilise la France, comme d'ailleurs nos collectivités.

Il faut entendre les inquiétudes populaires

D'ailleurs, regardez les situations des collectivités. Le Sigerly a négocié pour beaucoup de nos communes des contrats électricité et gaz dont les prix figés il y a plusieurs mois nous protègent en 2023. 0% pour l'électricité, 14% pour le gaz. Ceux qui ont misé sur des méthodes d'achats innovantes, jouant d'indices divers de court terme, sont aujourd'hui confrontés à des risques élevés.

Pour que les inquiétudes des habitants ne creusent pas la fracture politique encore plus loin, jusqu'à créer des situations à la suédoise ou l'italienne, il faut montrer qu'on peut agir pour les protéger. C'est pourquoi nous demandons que notre réponse à la crise de l'énergie ne soit pas d'abord de dire aux habitants qu'ils doivent couper la lumière et mettre un pull, qu'en quelque sorte, la crise serait de leur faute, mais au contraire que nous mettons en œuvre des politiques qui protègent en cherchant à stabiliser nos prix sur le long terme, en renforçant nos politiques d'accompagnement comme nous l'avons fait pour ecorenov au précédent conseil. Nous demandons notamment qu'un travail de transparence soit demandé aux opérateurs des réseaux de chaleur sur leur conditions d'achat de gaz et leurs impact sur leur résultat. Il serait évidemment scandaleux de retrouver au plan local la situation qu'on connaît avec le groupe TOTAL.

Mais sans doute faut-il une réflexion à la hauteur de cette crise à mi-chemin ou presque de notre mandat. Nous avons évoqué une clause de revoyure en 2023 dans les débats sur la PPI. La situation est plus complexe que prévue mais justement, cela demande sans doute d'affirmer plus clairement nos priorités. La période va demander plus d'accompagnement des habitants, plus de solidarité, plus de soutien aux plus modestes, à la jeunesse et aux étudiants, plus de proximité. Nous demandons de travailler à un plan de renforcement de nos maisons de la métropole, de nos politiques sociales, de nos politiques pour l'insertion et l'emploi. Dans la crise, ce sont les solidarités qui protègent, non seulement ceux qui en bénéficient directement, mais aussi tous ceux qui tiennent à une métropole du vivre ensemble et qui ne veulent pas accepter une société de la violence comme mode de régulation sociale. Une métropole de l'hospitalité, ce n'est pas seulement pour les "sans", mais aussi pour tous ceux qui veulent une république de la fraternité.

Enfin, nous proposons à tous les groupes de notre conseil une action simple et qui serait un signal positif pour tous nos habitants. Nous pourrions écrire ensemble au gouvernement pour demander la prolongation des tarifs régulés pour les particuliers afin de les protéger, et en même temps, de demander la possibilité pour les collectivités locales d'y retourner.